

Situation alarmante pour les droits de l'homme au Burundi

Deutsche Welle, 29.09.2017 Selon Amnesty International, des milliers de réfugiés burundais font l'objet de pressions visant à les inciter à rentrer dans leur pays, où leur sécurité n'est pas assurée. "Se soumettre ou fuir. La répression et l'insécurité poussent les Burundais à l'exil". C'est intitulé un rapport publié par Amnesty International sur la situation des droits de l'Homme au Burundi.

Selon ce rapport, des milliers de réfugiés burundais font l'objet de pressions visant à les inciter à rentrer dans leur pays, où leur sécurité n'est pas assurée. Un document publié alors que le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a, à l'unanimité, prolongé d'un an le mandat de la commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi. Le gouvernement se défend Cette décision a été prise au lendemain de l'adoption d'une autre résolution, demandant le déploiement dans le pays de trois experts du Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Mais malgré ces trois décisions, le gouvernement affirme lui que la situation est meilleure qu'auparavant. "Le rapport d'Amnesty, lorsque vous le lisez, vous voyez que le rédacteur n'a pas été en contact avec le pays", réagit le ministre Burundais des Droits de l'homme, Martin Nivyabandi sur les ondes de la Deutsche Welle. "Les conditions sécuritaires sont réunies au Burundi pour accueillir les réfugiés", explique-t-il encore. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, cité par Amnesty International, plus de 400 000 personnes auraient fui le Burundi depuis le début du conflit, en avril 2015. L'intégralité du rapport d'Amnesty International sur la situation du Burundi est consultable ici.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});